

Le Guatemala reste le pays le plus riche d'Amérique centrale, hormis le Costa Rica ; il est aussi le plus injuste, celui où l'écart, croissant, entre minorité riche et majorité pauvre (75% de la population) est le plus important.

Le Guatemala, le « pays de l'éternel printemps » se présente comme un petit pays dépendant, à l'économie vulnérable et tournée vers l'extérieur :

- La pénétration des maquillas : « usines hirondelles » à capitaux étrangers avec main-d'œuvre bon marché et peu qualifiée ;
- La dollarisation de l'économie nationale ;
- L'intégration dans la zone de libre-échange américaine.

Quelques chiffres

- Superficie : 108.890 km².
- Population totale : 14.026.947 millions d'habitants avec 2 millions de Guatémaltèques aux USA et une population paysanne de 7.148.134.
- Depuis quelques années : perte de 100.000 ha de forêt par an.
- 60% de l'eau totale du pays sont utilisés par les entreprises de canne à sucre.
- Pourcentage de la population rurale vivant dans la pauvreté : 71% (FIDA, 2009).
- Pourcentage de la population en malnutrition chronique : 43,4 % (PNUD, 2010).
- 78% des terres cultivables sont aux mains de 8% des producteurs (chiffres pour 2002).
- 2% des propriétaires fonciers détiennent 57% des terres cultivables (Censo Agropecuario, 2003).
- 87% des petits propriétaires détiennent 16% des terres cultivables (Censo Agropecuario, 2003).
- Pourcentage du secteur de l'agriculture dans le PIB du pays : 22% (FIDA).
- Pourcentage du budget alloué à l'agriculture : 2% du budget total du pays.
- Déficit de la balance commerciale du pays : les importations sont supérieures aux exportations (déficit de 4. 160. 500. 000 US\$ en 2009).
- Années 80 : autonomie du pays pour le maïs jaune actuellement : 72% sont importés.
- Niveau de PIB dépensé pour les services sociaux : un des plus bas d'Amérique Latine.
- Taxation fiscale : un des taux d'exemption fiscale les plus élevés de la Région.
- Impôts : le niveau le plus bas de l'Amérique latine.

Le Nicaragua est un pays essentiellement agricole (un paradoxe si on tient compte du niveau de malnutrition de la population), 43% de la population travaille dans ce secteur. Les exportations de produits agricoles représentent 61% du total des exportations. Le café, les arachides, la banane, la canne à sucre et le tabac sont les principales exportations, en plus des produits laitiers (fromages), viandes de bœuf et poissons. Les grandes productions sont cependant entre les mains d'une minorité et ne profitent qu'à une poignée d'individus. L'industrie minière y est également présente mais dans de moindres proportions qu'au Guatemala.

Quelques chiffres

- Le Nicaragua est en superficie le plus grand pays d'Amérique Centrale. Il est également le pays le plus pauvre de la région – juste après Haïti.
- De ses 5,8 millions d'habitants, 48% vivent dans l'extrême pauvreté, chiffres grimant jusqu'à 70% lorsque l'on ne s'attarde que sur la population rurale qui représente 43% de la population totale.
- 80% des personnes vivant dans la pauvreté en milieu rural dépendent de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance.
- Les importations de denrées alimentaires représentent 13,9% du total de celles-ci (IFAD, 2008).
- L'agriculture représente 19,5% des richesses produites durant une année (PIB) (FAO, 2007).
- Chômage : 8,2% (estimation 2009).
- Dette publique (différent de dette externe !) (estimation 2010) : 78% du PIB.
- Genre : 17% des ménages ruraux sont gérés par des femmes mais seulement 15% d'entre elles ont des titres de propriété sur leur terre (IFAD, 2008).
- Les désastres naturels et la distorsion des prix des marchandises sur le marché international mènent à l'augmentation de la pauvreté dans de nombreuses régions. La région centrale dépendante du café, est une des régions où la pauvreté a augmenté de 5,7% entre 1998 and 2001 (IFAD, 2008).



En deux mots...



L'agriculture paysanne familiale et le commerce international au Guatemala et au Nicaragua

Le commerce international affecte la sécurité alimentaire des populations locales. Il représente ainsi une menace pour la vie des petits paysans/nes.

La libéralisation du commerce dans le secteur agricole porte atteinte à la sécurité alimentaire, entraîne la marginalisation des petits paysans, la paupérisation des zones rurales et la perte de maîtrise sur les ressources naturelles. Les populations se trouvent donc au cœur de cette problématique.

Pour la première fois depuis 1970, le seuil du milliard d'affamés dans le monde, soit un sixième de la population mondiale, a été franchi en 2009. Aujourd'hui, 925 millions d'êtres humains sont victimes de la faim, deux autres milliards sont en situation de carence alimentaire. Cette situation pourrait s'aggraver rapidement malgré une production actuellement suffisante au niveau mondial.

Les raisons de cette situation sont surtout d'ordre politique et économique. En effet, malgré les dernières crises alimentaires, on constate que les solutions proposées pour résoudre le problème de la faim sont identiques à celles promues les 30 dernières années : augmentation des échanges, ouverture des marchés, augmentation de la production agricole. En théorie, l'idée c'est qu'une libéralisation accrue du marché – couplée au développement d'un modèle agricole industriel – permettra de résoudre les problèmes de la faim et de la pauvreté. Dans la pratique, cela ne marche pas. Pourquoi ? Parce que ces solutions ne visent pas « à assurer une alimentation suffisante en quantité et en qualité à des prix raisonnables aux consommateurs en procurant un revenu correct aux agriculteurs. »¹ Elles n'empêcheront malheureusement donc pas de nouvelles crises de voir le jour.

Les effets de l'accord agricole sur l'agriculture familiale

Dans les pays du Sud, la production de l'agriculture paysanne familiale est destinée prioritairement aux marchés locaux. Mais là aussi, la concurrence avec la production agro-industrielle importée peut se révéler fatale pour les paysans/nes locaux/les car les prix des produits importés pratiqués sur les marchés locaux entrent en concurrence directe avec la production paysanne.

L'accord de l'OMC – qui tente d'imposer une série de règles en matière de soutien agricole dans les trois domaines essentiels de l'accès aux marchés, des soutiens internes et des soutiens aux exportations – a pour objectif d'établir un système d'échanges agricoles équitable et orienté vers le marché grâce à des réductions du soutien et de la protection agricole.

Le pouvoir des mécanismes économiques du marché mondial sur les politiques se maintient donc, plaçant ainsi les Etats du Sud, dans une situation de dépendance toujours plus forte. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), veut confirmer une plus grande libéralisation des marchés agricoles bien que les conséquences néfastes de celle-ci soient déjà connues :

- L'instabilité des prix internationaux de plus en plus forte : la vulnérabilité des pays pauvres dépendant des importations afin d'alimenter leur population augmente tandis que les efforts pour défendre et soutenir la production vivrière locale destinée aux marchés locaux sont insuffisants.

- Les cultures industrielles d'exportation et leur spécialisation toujours croissante orientent les productions des pays du Sud vers des cultures à haute valeur ajoutée sur le marché international. Cela réduit les disponibilités alimentaires nationales, entraîne l'exclusion des petits producteurs et productrices, la privatisation de ressources naturelles sans compter les dégâts écologiques.
- Les grandes firmes du complexe agroalimentaire ont toujours plus de contrôle sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Par conséquent, la dépendance des petits producteurs et productrices à leur égard ne cesse de s'accroître.

L'agriculture paysanne familiale et le commerce international

Dans les pays du Sud, la production de l'agriculture paysanne familiale est destinée prioritairement aux marchés locaux. Mais là aussi, la concurrence avec la production agro-industrielle importée peut se révéler fatale pour les paysans/nes locaux/les car les prix des produits importés pratiqués sur les marchés locaux entrent en concurrence directe avec la production paysanne.

« La Souveraineté Alimentaire, en termes de commerce international, c'est la possibilité pour une population de maîtriser les instruments permettant les choix politiques essentiels qui concernent les biens alimentaires que cette population va consommer, produire ou importer. Des choix qui définissent donc notamment les caractéristiques des produits, les modes de production agricole, le recours à l'importation ou à la production locale et les divers éléments qui conditionnent l'accès des différentes composantes de la population à la nourriture » (Collectif Stratégies Alimentaires).

Entraide et Fraternité soutient cette proposition de la Souveraineté Alimentaire depuis plusieurs années. C'est en effet ce genre de politiques qui permettra aux pays du Sud de pouvoir protéger et développer leur agriculture. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible de s'attaquer réellement aux problèmes de la faim et de la pauvreté. En effet, promouvoir toujours plus de libéralisme, de productivisme et de politiques de libre-échange ne résoudra rien, bien au contraire.



© Photo Hubert Van Ruymbeke

GUATEMALA ET NICARAGUA

Le Guatemala et le Nicaragua souffrent d'instabilité, d'insécurité et d'insuffisance alimentaires. Ils sont en grande dépendance vis-à-vis de l'étranger : le Guatemala comme son voisin le Nicaragua dépendent historiquement du marché mondial comme producteur de matières premières et de biens alimentaires et ont vu se développer quantité de multinationales sur leurs terres. Une chose est sûre : les petits paysans ne font pas le poids face aux multinationales.

Les Accords de Libre-Echange (ALE) entre les USA et 4 pays d'Amérique Centrale (AC) ont débuté en janvier 2003 pour se terminer le 17 décembre 2003. Le Guatemala et le Nicaragua sont deux des pays signataires de l'accord qui vise à éliminer les barrières commerciales et les tarifs douaniers, à ouvrir les marchés et à encourager l'investissement ainsi que la croissance économique pour les pays signataires.

Les Accords d'Association entre l'Union Européenne (UE) et les républiques d'Amérique Centrale, Pérou et Colombie (AACUE)

Les premiers liens de coopération entre l'UE et le Guatemala ont commencé en 1976 dans le but d'appuyer les Accords de Paix. Depuis la fin de la guerre civile, l'UE a apporté des aides dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

En 2003, l'UE et les pays d'Amérique Centrale signent un accord de dialogue politique et de coopération. En 2006, les négociations des accords commerciaux commencent. Elles-ci se termineront par la signature de l'accord, le 19 mai 2010. Cet accord repose sur 3 piliers : le dialogue politique, la coopération et le commerce dans le cadre duquel l'UE fait valoir les traités de libre commerce négociés avec l'ensemble des pays d'AC et Pérou/Colombie.¹

Ces accords prévoient notamment :

- L'accès des entreprises européennes au secteur des services est possible aux mêmes conditions du marché des entreprises locales.
- La norme d'accès au marché interdit aux pays signataires d'approuver des mesures financières dans le secteur financier sur le plan national.

• Pour ce qui concerne la balance commerciale, la clause de « sauvegarde bilatérale » donne peu de possibilité aux pays d'AC de se protéger contre les flux d'importation des denrées alimentaires. Certes, un processus particulier peut être mis en place pour démontrer que les produits d'origine étrangère causent un dommage à la production nationale, mais ce processus n'est valable que durant 4 ans.

• L'autre clause qui pose problème, c'est le taux fixe des impôts sur les exportations : les pays signataires ne peuvent plus changer ce taux d'impôt sur les exportations (même l'OMC a des règles plus souples en matière d'impôt à l'exportation). Ceci ne va certes pas renflouer les caisses de l'Etat.

• Les pays signataires d'AC ont une période de 10 ans pour baisser les droits de douane à l'importation des produits européens de 92%. Il est prévu également l'entrée, libre de toute taxe, des produits laitiers européens alors que les pays signataires ne peuvent en aucun cas exporter leurs propres produits laitiers vers l'UE.

Les Accords de Libre-Echange entre les Etats-Unis/l'UE et l'Amérique Centrale ont des conséquences lourdes sur les paysans. Les seuls bénéficiaires de tels accords sont les multinationales, une oligarchie nationale et les investisseurs étrangers qui sont les responsables de la crise économique, sociale et environnementale actuelle.

Dans le domaine de l'agriculture, les intérêts de l'agro-industrie sont clairs. Ils veulent imposer un modèle agricole exportateur et largement dépendant de la technologie et du capital financier européen. Ces accords constituent une menace pour la région centroaméricaine qui risque de perdre ses semences autochtones, ses connaissances ancestrales, sa souveraineté ainsi qu'une production d'aliments sains. De plus, ils empêchent les communautés paysannes d'exercer leur fonction principale d'approvisionnement alimentaire au niveau local. En réalité, ce qui est en jeu dans les accords de Libre-échange avec l'UE c'est la confrontation de 2 modèles totalement différents : l'UE soutient le modèle agro-industriel alors que, paysans et paysannes, peuples indigènes d'Amérique Centrale et d'Europe optent pour la souveraineté alimentaire.